

D'intenses combats ont repris à Kigali

D'intenses combats ont repris vendredi 17 juin à Kigali entre le Front patriotique rwandais (FPR, la rébellion de la minorité tutsie) et les forces gouvernementales, malgré le cessez-le-feu instauré mardi soir depuis Tunis en marge du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Des tirs d'armes de tous calibres ont eu lieu durant la nuit et continuaient dans la matinée.

L'opération lancée par le FPR pour libérer les Tutsis réfugiés dans l'église de la Sainte-Famille, en zone tenue par les forces gouvernementales et les miliciens hutus, aurait réussi. Au cours des combats, un obus tiré par les forces rebelles est tombé dans l'église, faisant une quarantaine de blessés. Une soixantaine d'adolescents réfugiés dans ce centre religieux ont été enlevés mardi par des miliciens hutus et vraisemblablement massacrés (*le Monde* du 17 juin).

A Paris, le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, a affirmé jeudi que toute intervention au Rwanda de la France, de ses partenaires européens et de plusieurs pays africains devait être une opération « *humanitaire* » et « *d'une durée limitée* ». « *Nous avons décidé d'y aller pour sauver des vies, pas pour faire la guerre, nous avons décidé d'y aller avec nos partenaires européens et africains pour une durée limitée et sur des objectifs précis* », a déclaré M. Juppé sur France 2. Le ministre a affirmé avoir obtenu « *des réponses positives de plusieurs pays* », mais a refusé de les citer, « *parce que nous sommes en train de monter une opération dangereuse et complexe* » et qu'une « *certaine discrétion est nécessaire* ».

Le FPR a affirmé de son côté, jeudi, qu'« *une intervention de la France ne ferait qu'aggraver la situation au Rwanda* ». Un communiqué du FPR lu sur sa radio Mohabura, captée à Nairobi, affirme encore que « *la France ne peut arrêter le génocide et les massacres qu'elle a aidé à mettre en action* ». Le FPR en appelle aux Nations unies et à l'OUA pour qu'elles « *ne permettent pas à la France de les marginaliser* », ajoutant : « *La France entend combattre au côté de la clique extrémiste meurtrière.* » Le FPR accuse la France de l'avoir privé, par son intervention au Rwanda, de la victoire dans la guerre civile qu'il avait livrée, à partir d'octobre 1990 et pendant trois ans, au régime du président Habyarimana.

Le président zaïrois Mobutu Sese Seko, médiateur dans le conflit rwandais, a affirmé à Tunis que si les deux parties en conflit ne respectaient pas le cessez-le-feu, « *d'autres Etats sont prêts à intervenir pour mettre fin à l'horreur, et pas seulement la France* ». — (AFP, Reuter.)